

Impressions sur l'après révolution tunisienne

Article rédigé par *François Martin**, le 09 septembre 2011

François Martin rentre de Tunisie où il a pu rencontrer un certain nombre de personnalités très proches du pouvoir et aujourd'hui influentes à Tunis. A partir de ces entretiens, il nous livre ses impressions sur l'avenir de la révolution du printemps, la préparation des élections du 23 octobre, et les dangers d'un possible glissement islamiste de la Tunisie.

Premier constat, le personnel politique tunisien a évidemment changé avec la révolution. Relativement préservées des scandales et des compromissions du régime Ben Ali, les personnalités politiques, écartées par l'ancien président, sont revenues aux commandes à la suite des événements du printemps. Le premier Ministre Béji Caïd Essebsi, nommé le 27 février 2011 après la démission de Mohamed Ghannouchi qui fut successivement ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères entre 1965 et 1986, sous la présidence d'Habib Bourguiba, en fait partie. De même, Ahmed Mestiri figure emblématique de la vie politique tunisienne depuis l'indépendance de 1956. Né dans une famille de riches propriétaires terriens appartenant à la haute bourgeoisie, il fut successivement opposant et Ministre de Bourguiba, emprisonné par Ben Ali au temps où il n'était encore que Ministre de l'intérieur avant de se retirer de la vie politique en 1989. Ayant tiré avant d'autres les leçons des dérives totalitaires du gouvernement Ben Ali, il est sorti de son silence le 19 janvier dernier pour apporter son soutien à la révolution. Cet homme exceptionnel qui jouit d'une grande réputation en Tunisie et qui demande que les jeunes qui ont fait la révolution prennent les choses en main n'est, dit-il, candidat à rien ; il n'en demeure pas moins très influent à Tunis.

Les conversations que j'ai pu avoir avec lui ainsi qu'avec tous mes interlocuteurs m'ont convaincu que le risque que les partis islamistes sortent vainqueurs ou incontournables des élections d'octobre était peut-être moins grand que vu de Paris.

Pour Ahmed Mestiri, la seule voie possible, c'est que les partis islamiques se tunisianisent et s'assouplissent. Et pour lui comme pour beaucoup de tunisiens, bons observateurs de la vie politique, il existe aujourd'hui de vraies chances pour qu'ils le fassent.

Le parti Ennahda, qui jouit actuellement d'une grande notoriété spontanée, et qui fera très certainement un excellent score aux prochaines élections d'octobre, n'est pas considéré par les autres partis islamiques comme un parti très radical, mais au contraire modéré et même assez mou. Son image dans la mouvance islamique radicale n'est pas bonne. C'est un signe alors que son audience électorale semble la plus forte. Les discussions qui ont lieu en son sein entre ligne dure ou souple ne permettent pas de dire aujourd'hui de manière certaine quel sera son comportement en cas de victoire électorale et s'il ne pratique pas un double langage. Mais pour beaucoup de tunisien le pire ne paraît nullement certain.

En effet, même si les tentations d'aventurisme existent toujours, il est certain que la Tunisie d'aujourd'hui n'est ni la Russie de 1917, ni l'Iran de 1979. Beaucoup de choses ont été faites depuis l'indépendance, auxquelles tous les tunisiens tiennent, toutes catégories sociales confondues, tant sur le plan des droits individuels que sur le plan économique.

Le risque d'une deuxième révolution islamique radicale après la première, semble faible. De même par voie de conséquence une possible prise de pouvoir par l'armée si ces partis sont majoritaires. La mutation laïque bourguibienne, à laquelle les tunisiens sont extrêmement attachés, et surtout les femmes, dont les droits sont très importants, paraît en effet profondément ancrée dans les esprits et dans la culture du pays, même au sein du pays profond, ce qui fait qu'une telle révolution islamique radicale n'aurait sans doute aucune chance de prendre, d'autant plus que ses dirigeants, pour autant qu'ils en aient l'envie, ne disposent pas d'une structure de pouvoir comme peut l'être, par exemple, le collège des mollah en Iran.

De plus, il est certain aussi que la révolution tunisienne bénéficie pour le moment, auprès des opinions et des pouvoirs occidentaux, d'une excellente image, et que des promesses sont déjà faites pour un accompagnement économique fort, de la part de la France, de l'Europe et aussi des USA. A ce titre, une islamisation forte, tout autant qu'un coup d'Etat militaire, ruineraient totalement ces perspectives de redressement, avec les conséquences financières et commerciales (et touristiques) désastreuses qui s'ensuivraient.

Fracture entre les élites et le peuple

En revanche, il existe un fossé très important entre les élites du pays et le pays profond, fossé que la révolution n'a pas résorbé, et peut-être même aggravé. A l'évidence, si la révolution semble bien faire consensus, les motivations pour celle-ci paraissent très différentes dans l'esprit des élites et dans celui du peuple.

Les élites veulent la liberté et la démocratie, une plus grande participation au pouvoir politique, et plus de latitude d'action. Des revendications, qui étaient déjà strictement les mêmes du temps de Bourguiba, dont il faut rappeler, qu'il était tout sauf un démocrate.

Le peuple, par contre, ne fait pas de cette liberté une condition aussi fondamentale. Il a tendance, comme c'est le cas dans la plupart des révolutions, à relativiser le besoin de liberté, dont il n'a en général pas vraiment l'avantage, faute des moyens économiques et du pouvoir d'influence qui permettent d'en user véritablement. Il exige par contre avec force ce qui est plus fondamental à ses yeux : ce qui permet de survivre, d'élever sa famille, et de grimper peu à peu l'échelle sociale, c'est-à-dire à la fois de l'ordre, de la justice et du travail.

C'est pour cette raison que le peuple profond, après avoir été autrefois, il faut le courage de le dire, un fort soutien de Ben Ali, qui a beaucoup fait, par exemple, pour les infrastructures (routes, électricité, etc...) dans le sud, a validé malgré tout le rejet du voleur corrompu et de ses acolytes, qui ont pillé la richesse du pays. Pour ce petit peuple, qui gagne durement son pain, jour après jour, à la sueur de son front, et qui est profondément moral et intègre, la prédation arbitraire par les puissants, ne passe plus du tout. Cette révolution n'est donc pas seulement une révolution bourgeoise, elle est aussi une révolution populaire. Ce point paraît capital pour l'avenir. Or la situation demeure très précaire de ce point de vue. Alors que dans les principales villes, l'atmosphère est très calme et que l'ordre est bien assuré, la situation dans les campagnes est fort différente : il y règne un climat malsain, avec vols de troupeaux, de voitures, cambriolages, règlements de comptes, etc

Le pouvoir, a tenté quelques remises en ordre, tout ce qu'il fait n'est pas mauvais, loin de là. Il y a même d'excellentes initiatives, comme par exemple le Plan Jasmin, promu par le Ministre des Finances Jaloul Ayed. Mais il ne semble pas en mesure de contrôler la situation dans les campagnes, ce qui accroît la fracture sociale. Une grave erreur qu'il risque de payer au prix fort le 23 octobre. Car faute de s'adresser au peuple avec suffisamment de vigueur et de répondre à ses aspirations profondes, il se démonétise à grande vitesse,.

Ahmed Mestiri, le 22 juillet dernier, dans une déclaration très critique à l'égard du Premier ministre et qui a fait grand bruit en Tunisie, n'hésite pas à dénoncer cette situation qui porte en elle aussi bien le risque d'un retour du camp Ben Ali que de dérapage islamiste.

Dans ces conditions, les partis musulmans surtout s'ils sont modérés peuvent avoir un rôle stabilisateur à jouer. Le fort mécontentement du peuple profond a besoin de s'exprimer politiquement. Il a besoin de retrouver dans les partis politiques certains de ses marqueurs culturels. Or l'un d'entre eux est l'islam. Pour cette raison, il est sain, et même nécessaire, que ces partis existent, et même qu'ils soient vraiment représentatifs, pour canaliser à la fois les mécontents, et aussi les radicaux, qui sont peu nombreux, mais qui existent.

Face à ces deux pré requis, d'une part celui d'une société disposant de certains acquis laïcs auxquels elle tient beaucoup (surtout pour la bourgeoisie, depuis l'indépendance), et aussi économiques (pour tous, et surtout depuis Ben Ali), et d'autre part celui d'une nécessité de l'islam comme marqueur fort de l'identité culturelle, surtout auprès du peuple profond, Ahmed Mestiri estime qu'il ne servirait à rien aux politiques tunisiens de vouloir tirer à eux les deux côtés de la couverture. Pour lui, cela ne peut conduire qu'à l'arrachement, avec pour conséquence évidente le retour des benalistes, riches, actifs, puissants et revanchards. Et qui attendent leur heure. Ce dont personne ne veut.

C'est pourquoi même, s'il est difficile d'estimer le degré d'idéologie, et de fanatisme réels, de certains partis islamiques tunisiens, et leur influence ou leur pouvoir de nuisance, il est vrai aussi que tous les hommes

politiques tunisiens d'aujourd'hui sont susceptibles de comprendre la gravité de la situation, qu'ils soient bourgeois, islamistes ou même dans l'armée... Il existe donc une base concrète et une chance pour que le bon sens, en dépit de tout, puisse prévaloir dans les mois qui viennent.

Certains, dont Mestiri fait partie, l'ont compris avant les autres. Ils anticipent la possible fracture politique à venir, et par conséquent tiennent déjà, par rapport aux partis islamiques, un discours très consensuel, afin de favoriser un dialogue politique où tous aient leur place. Les mieux placés sont ceux qui ne se sont pas trop mouillés dans un gouvernement incontestablement, trop bourgeois et insuffisamment populaire.

Le moment venu, si rien ne change la réalité électorale risque d'être cruelle pour la bourgeoisie tunisienne. Ces élites, qui ont tant voulu la liberté et la démocratie, vont apprendre à leurs dépens que la démocratie, ce n'est pas faire tout ce que l'on veut mais bien ce que souhaite la majorité, donc le peuple...

Quel sera alors le recours crédible des deux côtés ? Les candidats possibles aujourd'hui sont rares.
